

Soudain, le petit homme malade de l'Europe a voulu tout changer

LE RÉSUMÉ

En élisant Alexis Tsipras, les Grecs ont voulu tout changer. Mais la guerre des nerfs qui dure depuis plus de cinq mois les rappelle à la réalité.

Chronique d'un combat sans merci, dont les enjeux dépassent de loin la prochaine tranche d'aide à la Grèce, et où David a beaucoup de mal à vaincre Goliath.

RÉCIT

FRÉDÉRIC ROHART

Le combat a duré plus de cinq mois. Cinq longs mois d'entrechocs et d'esquives, de hargne, d'espoirs et de déceptions. Il a commencé quand un peuple millénaire aux abois, humilié par l'incurie de ses dirigeants s'est choisi un nouveau visage. Un gouvernement de colère et d'orgueil. Un gouvernement sans expérience, donc immaculé. La fleur au fusil, il est parti au front pour tout changer. Il a parié que jamais ses créanciers ne laisseraient tomber la Grèce. Que jamais ils ne prendraient le risque d'une fracture de l'Europe, d'un nouveau séisme sur l'économie mondiale. David est allé défier Goliath avec l'assurance de l'illuminé. Porté par son peuple et par la conviction d'avoir l'Histoire pour lui.

Le choc

«Voici ce qui s'est passé. Après presque cinq ans d'austérité extrême, nous avons perdu un quart de notre PIB. Plus d'un million et demi de nos concitoyens ont perdu leur emploi. Pendant que plus de deux millions et demi étaient forcés de survivre sous le seuil de pauvreté.» En ce 8 février, Alexis Tsipras définit sa ligne devant les députés de la Vouli. Il est encore auréolé de son triomphe. Sa victoire, il ne l'a pas seulement arrachée au dernier des partis traditionnels grecs, à la Nouvelle Démocratie d'Antonis Samaras. Il l'a arrachée à l'establishment européen qui s'était immiscé dans la campagne. À Jean-Claude Juncker, qui disait avant le scrutin son espoir de revoir des «visages familiers» au lendemain des législatives. À Angela Merkel, qui avait fait savoir à ceux qui seraient tentés par un vote radical qu'il n'était plus économiquement indispensable de retenir la Grèce dans la zone euro.

En ce 8 février, le temps n'est plus aux célébrations. Les caisses de l'État sont sur le point d'être à sec, et les versements du plan d'aide sont gelés depuis trop longtemps. Le sablier retourné en 2012 est presque écoulé: dans vingt jours, Athènes perdra le droit de prétendre à une nouvelle tranche du plan d'aide de ses créanciers. Sans accord d'ici-là, la Grèce sera en faillite.

Pourtant depuis qu'il est à la barre, le gouvernement Syriza ne ménage pas ses partenaires. Il ne lui aura fallu qu'un jour pour leur décocher ses premières flèches et définir les termes du chantage. En voici une

pour Berlin: pour son premier geste comme

Premier ministre, Alexis Tsipras choisit de déposer un bouquet de roses sur le mémorial de Kaisariani, en mémoire aux résistants grecs victimes du nazisme. C'est le premier coup de pioche d'une longue série de tentatives de déterrer le passé le plus sombre de l'Allemagne.

La seconde flèche vise la chef de la diplomatie européenne, qui hausse le ton contre la Russie de Vladimir Poutine au moment où le gouvernement grec se forme – elle n'a pas tenu compte de la nouvelle position d'Athènes... Après l'invasion de la Crimée,

en pleine guerre civile ukrainienne, la Grèce affiche désormais sans complexe sa proximité avec Moscou. L'ambassadeur russe à Athènes a d'ailleurs été le premier visiteur étranger du nouveau Premier ministre, et Alexis Tsipras n'hésitera pas à s'envoler vers la Russie pour dénoncer la «politique des sanctions insensées» des Occidentaux. Touche par touche, il entretient le fantasme que la Grèce se ménage une porte de sortie. L'idée qu'en cas d'échec à s'entendre avec ses partenaires, elle n'aurait qu'à tomber dans les bras de Moscou – comme l'Argentine ruinée était tombée dans ceux du Venezuela d'Hugo Chavez une décennie plus tôt.

En ce 8 février, d'aucuns espèrent entendre un fléchissement des discours d'Alexis Tsipras; un signe que la tournée des capitales européennes dont il revient aura dilué son vin. Ils en seront pour leurs frais. «Nous n'allons pas négocier notre Histoire, clame le Premier ministre. Nous n'allons pas négocier la dignité de ce peuple. Ce sont des valeurs sacrées et inaliénables.» En face, le président de la Commission européenne tente, dans un registre plus terre à terre, de freiner les attentes du peuple grec: «Des arrangements sont possibles,

mais ils n'altéreront pas fondamentalement ce qui est en place.» La révolution électorale du 25 janvier n'aurait rien changé. Ou si peu...

Un État en manque

«Nous sommes déterminés à ne pas être traités comme une colonie financière.» Depuis l'entrée en scène du «gouvernement de salut social» grec, le nouveau ministre des Finances égrène les slogans et crève l'écran. À défaut d'obtenir rapidement un accord de fond, Athènes met le paquet sur la forme. Avec son physique athlétique, son crâne rasé et son air de vouloir monter sur un ring à chaque apparition, Yanis Varoufakis impose un changement de ton radical dans le cercle des grands argentiers de la zone euro. À Jeroen Dijsselbloem, accouru à Athènes dès la nomination du gouvernement grec, il inflige un camouflage public en annonçant sans prévenir lors de leur conférence de presse commune «la fin de la troïka». Le président de l'Eurogroupe s'en retournera furieux.

Lorsqu'il se lance dans sa tournée des capitales, Varoufakis snobe son premier créancier en ne visitant Wolfgang Schäuble qu'en dernier lieu. «Nous sommes tombés d'accord sur le fait que nous ne sommes pas d'accord», dira le ministre des Finances allemand. «Nous ne sommes même pas tombés d'accord sur le fait de ne pas être d'accord», rétorquera Varoufakis, qui semble déterminé à ne rater aucune occasion de contrarier ses pairs. Il ira même jusqu'à les dépendre indirectement comme une bande de dealers sans vergogne: «Nous ne vivons pas pour la prochaine tranche, comme un drogué qui attend sa prochaine dose», lance-t-il dans une interview.

La Grèce est pourtant en manque. Trois jours après cette sortie, la Banque centrale

européenne (BCE) coupe brutalement le robinet de liquidités aux banques grecques. Les obligations publiques grecques ne peuvent plus être acceptées pour leurs opérations de refinancement. La dérogation jusqu'ici accordée à Athènes était liée au «mémoire d'urgence», au plan de réformes que la Grèce rejette désormais. Une alternative temporaire, les *Emergency Liquidity Assistance* (ELA), permet d'éviter que les banques ne coulent, mais le coup de semonce vient rappeler qu'un accord politique est vital. Pas seulement parce qu'Athènes doit déboursier 6 milliards d'euros en mars, mais aussi parce que la BCE peut lâcher les Grecs à tout moment.

Pourtant, le gouvernement grec ne veut pas demander le prolongement d'un plan d'aide qu'il est venu détruire. Il veut une «extension technique» du programme, il veut la dernière tranche de 7,6 milliards d'euros

prévue sans avoir à contresigner les réformes convenues par le gouvernement conservateur d'Antonis Samaras. Dans les cercles bruxellois, «on craint qu'Athènes n'ait pas encore pris conscience de la dangerosité de la situation». Le spectre d'une sortie accidentelle (un «Grexident») ressurgit avec d'autant plus d'intensité que le gouvernement Tsipras est dépeint à l'envi comme immature et irresponsable. Le Premier ministre britannique, David Cameron, organise une réunion sur la marche à suivre en cas de Grexit.

Sémantique à abattre

Mais Athènes fait diversion. Le 10 février, le ministre des Affaires étrangères Nikos Kotzias envoie à Berlin une demande formelle de réparation suite à l'occupation de la Grèce par la Wehrmacht pendant la Seconde Guerre mondiale. Athènes demandera jusqu'à 278,8 milliards d'euros. Deux jours plus tôt, le quotidien «Avgi», proche de Syriza, publiait une caricature de Wolfgang Schäuble en officier nazi voulant «faire du savon» avec le gras des Grecs. L'atmosphère devient irrespirable.

Wolfgang Schäuble recadre le sujet: «Nous ne négocierons pas de nouveau programme.» Le Belge Johan Van Overtveldt se profile lui aussi sur la ligne dure: si la Grèce ne respecte pas «complètement» le programme, «il n'y a qu'une solution, la sortie». L'affrontement des grands argentiers s'emballa. Varoufakis termine de mettre tout le monde en colère contre lui en montrant du doigt les autres pays fragiles de la zone euro, à commencer par l'Italie. L'euro, dit le ministre des Finances, «c'est comme un château de cartes: si vous entez la carte grecque, les autres vont tomber».

La tension retombe d'un cran lors du sommet européen du 12 février. Le contact avec Tsipras est «très amical» assure Angela Merkel, et l'on apprend dans la foulée qu'un accord a été trouvé... pour en finir avec le terme «troïka». Athènes accepte désormais de reconnaître le travail des représentants de la Commission, de la BCE et du FMI, mais on les appellera désormais pudiquement «des institutions». «On pourrait parler désormais de 'Tijka' pour 'the institutions formerly known as troïka'», ironise une source européenne. Athènes vient de tuer un symbole de l'humiliation grecque.

Le déclin

Une petite bataille est finie, reste la guerre à livrer. L'Eurogroupe du 16 février tourne à la catastrophe. Après un échange «très constructif» avec la Commission, les Grecs crient à la trahison en découvrant le texte

mis sur la table par leurs créanciers. La zone euro s'impatiente. Jeroen Dijsselbloem lance son ultimatum à Varoufakis: il a «jusqu'à la fin de la semaine, pas plus», pour accepter les conditions qui lui sont posées. Soit c'est une posture de négociation, soit les ministres des Finances se préparent à accepter l'idée d'une exclusion des Grecs.

Deux jours plus tard, la BCE annonce qu'elle augmente les liquidités qu'elle peut mettre à la disposition des banques grecques – elle continuera de desserrer le nœud très progressivement tout au long de la crise, maintenant le secteur financier grec dans une incertitude permanente. Dans la foulée, Athènes envoie sa demande écrite pour une «extension» de six mois du plan d'aide. À son corps défendant, le gouvernement Syriza vient d'accepter de mettre son doigt dans l'engrenage du «programme». Encore faut-il définir dans quelles conditions.

L'accord tombe le 20 février. Les ministres des Finances de la zone euro conviennent d'une extension du plan d'aide de quatre mois. Après des semaines de psychodrame, un nouvel horizon vient donc d'être tracé: le 30 juin. Le gouvernement Tsipras troque le «mémoire» des réformes promises en 2012 contre une nouvelle liste de réformes à détailler et l'assurance que l'équilibre des finances publiques sera préservé. Yanis Varoufakis clame sa victoire: «La Grèce laisse le mémorandum derrière elle et devient coauteure des réformes et de sa destinée.»

La zone euro fait bloc

La nuit du 30 au 31 mai 1941, un jeune homme a risqué sa vie en décrochant le drapeau nazi qui flottait au sommet de l'Acropole. Le héros, Manolis Glezos, est devenu depuis un cadre historique de la gauche grecque, l'âme de Syriza. Et au lendemain de l'accord, il fulmine d'avoir vu son gouvernement plier. «Je demande au peuple grec de me pardonner d'avoir contribué à cette illusion», proclame-t-il. C'est un avertissement pour Alexis Tsipras: pour avoir une valeur, l'accord final devra être approuvé par les députés grecs. Or avec le virage que vient de prendre le gouvernement, la coalition des gauches radicales s'enrhume.

Le Premier ministre donne le change, veut prouver qu'il s'est battu comme un lion face à des lâches qui tentent de le briser. Il dénonce «un axe de puissances, aux premiers rangs desquels l'Espagne et le Portugal» qui ont tenté de «mener l'ensemble de la négociation au bord du gouffre» parce qu'elles «ne souhaitent pas que l'exemple grec ait une influence sur d'autres pays». À Madrid, on rétorque n'être pas responsable des frustrations créées par un parti de gauche radicale en faisant des promesses qu'il savait intenables...

En plus des «faucons» budgétaires – Finlande, Pays-Bas, Allemagne... –, les Grecs font face à la rigidité des autres pays qui ont avalé la cure d'austérité de la troïka sans maugréer. Et ils font face plus généralement à tous ceux qui veulent éviter de voir un parti excentrique faire plier l'ordre établi. L'Espagne du conservateur Mariano Rajoy en est, qui fait face à la montée en puissance du mouvement Podemos à quelques mois des élections législatives. «Ça a été une surprise pour le gouvernement grec: ils avaient espéré qu'il y aurait un clivage au sein de la zone euro, ce n'est pas le cas», observe Herman Van Rompuy, l'ex-président du Conseil européen.

Pendant ce temps, on réfléchit à la façon de travailler, alors qu'Athènes refuse de voir les «institutions» reprendre le costume de la troïka et tutoie les ministres grecs. Il faudra attendre le 5 mars pour que Yanis Varoufakis accepte de traiter avec les équipes d'experts.

«Nous avons trouvé un processus qui n'humiliera pas le peuple grec», proclame-t-il. C'est en Belgique que la Grèce et ses créanciers discutent des détails: les inspections de la troïka à Athènes font place aux réunions du «Groupe de Bruxelles». Tout au plus les men in black pourront-ils mener des missions de «collecte de données» en Grèce – et encore: sans mettre le nez dans les ministères. «Nous allons enfin pouvoir nous mettre au travail, nous avons perdu deux semaines...», soupire

Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe. Le 11 mars, pour la toute première fois, le gouvernement Tsipras se lance dans des échanges techniques avec des représentants de ses créanciers – Rishi Goyal pour le FMI, Declan Costello pour la Commission et Rasmus Ruffer pour la BCE. À Athènes, on fait diversion. Le ministre de la Justice menace d'autoriser la saisie d'avares allemands au titre de dédommagement de la Seconde Guerre mondiale...

Incompatibilité d'humeur

«Parce que j'ai passé de nombreuses années durant ma vie précédente à faire des recherches sur la théorie des jeux, certains se sont empressés de considérer que comme nouveau ministre des Finances j'étais entrain de fomenter des bluffs, des stratagèmes et des options de sortie, luttant pour améliorer une main faible. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité.» Yanis Varoufakis, par son attitude cavalière, ses coups d'éclat, sa défiance, ses frasques aussi – qui songerait à exposer son «nid d'amour» dans «Paris Match» en plein cœur de la bataille? –, concentre l'animosité de ses partenaires. Il alimente la suspicion, aussi. Dès le deuxième Eurogroupe, sa délégation organise la fuite organisée d'un projet d'accord prétendu-

ment rédigé par la Commission européenne et contredisant la ligne des ministres des Finances. Des suites, il y en aura d'autres, qui auront chacune pour effet d'entamer le moindre élan de négociation. Wolfgang Schäuble enrage: «Celui qui détruit la confiance mutuelle détruit l'Europe.»

Pendant ce temps, Athènes honore coûte que coûte ses échéances de paiement, quitte à siphonner les liquidités des communes. La Grèce est asphyxiée. Les semaines s'écoulent sans la moindre avancée des experts. Athènes ferait de l'obstruction, à entendre une source citée par «Le Monde»: «Nous n'arrivons toujours pas à avoir une vision claire en termes de dépenses et de recettes de l'état (grec). Comment dès lors nous prononcer sur les réformes?»

Un mois et demi après l'ouverture des discussions techniques, l'Eurogroupe attend toujours la liste détaillée des réformes grecques. À Riga, pour la première fois, des ministres suggèrent qu'un «plan B» doit être discuté... La réunion se solde sans avancée, mais Varoufakis sort en annonçant à la surprise générale qu'un accord est en vue. Au dîner d'honneur offert par la présidence lettone dans la foulée, le ministre grec brille par son absence, qui alimente les conversations. C'est sur le réseau Twitter qu'il se montre: «Ils sont unanimes à me haïr et je salue cette haine», lance-t-il en paraphrasant Franklin D. Roosevelt. «Une citation proche de mon cœur (et de la réalité) ces jours-ci.»

Alors que l'on commence à entendre, à Athènes, que Varoufakis est devenu un frein pour le gouvernement, l'annonce du remaniement de l'équipe de négociation hellène sonne comme un désaveu pour le ministre. C'est désormais Euclide Tsakalotos, un profil plus policé, qui prend les commandes. Les discussions au jour le jour à Bruxelles seront menées entre autres par George Choullarakis, qui menait déjà les négociations pour le précédent gouvernement – un homme que l'on dit apprécié des créanciers.

Le Fonds se rebelle

«L'urgence est de rétablir le dialogue, avec des adultes dans la salle.» C'est d'une réunion avec Yanis Varoufakis, à la mi-juin, que Christine Lagarde sort quand elle lance cette phrase tranchante à son égard. Depuis le remaniement de l'équipe grecque, les négociations se sont poursuivies en montagne russe, et l'enfant terrible de l'Eurogroupe n'a pas déserté les planches.

Le 18 mai, il avait annoncé un accord «dans la semaine» qui ne prévoyait «aucune nouvelle coupe dans les salaires et les retraites». Rien n'est venu. Et quand Alexis Tsipras viendra à Bruxelles pour recevoir la proposition des créanciers – l'aide-mémoire, comme ils l'appellent –, c'est la douche froide. On voudrait forcer Athènes à couper dans les petites retraites, à augmenter la TVA sur l'électricité, s'insurge-t-il... «S'ils veulent sou-

mettre un pays entier, ils doivent réaliser qu'ils produiront le résultat opposé!»

Le Landerneau s'enflamme. Juncker est furieux. Quand le Premier ministre grec tente de le joindre par téléphone, dans la matinée du samedi 6 juin, le président de la Commission refuse de prendre l'appel.

Pendant ce temps, la pression des échéances remonte. «Depuis notre arrivée au pouvoir, nous avons honoré nos engagements de 7,5 milliards d'euros malgré l'asphyxie financière choisie comme une tactique de négociation par les institutions», souligne Tsipras. Mais pour le 30 juin, Athènes doit déboursier 1,6 milliard d'euros au FMI, et cette fois les caisses sont vraiment vides.

Les nouvelles propositions d'Athènes sont rejetées les unes après les autres. «L'Europe, et les institutions, doit admettre que la prescription de l'austérité a échoué!» plaide Tsipras. Mais l'Europe ne l'admet pas. Avec d'autres, Johan Van Overtveldt tient la ligne: «Prétendre que le programme n'a pas marché pour la Grèce est très injuste», puisque les mesures demandées n'ont été que «très partiellement» réalisées. «Il faut mettre toutes les mesures en œuvre, et juger ensuite.»

Le 11 juin, le FMI claque la porte – «Il y a encore des différences majeures entre nous dans des secteurs essentiels.» Au tournant final des négociations, Christine Lagarde montre soudain les dents. Alors que les Européens semblent concéder à Athènes des mesures sociales, notamment sur les pensions, la directrice générale du Fonds resserre la vis. Peut-être parce que parmi ses actionnaires, les pays émergents s'irritent de voir une économie européenne remettre en cause les vieilles règles du jeu du FMI. Christine Lagarde est candidate à sa succession, elle ne peut laisser place à aucune forme de complaisance à l'égard d'un pays européen. Complaisant, le Fonds ne l'est d'ailleurs pas plus avec Athènes qu'avec les créanciers européens. Il monte au front pour briser la rhétorique du «remboursement à tout prix» de la dette grecque déployée entre autres par Wolfgang Schäuble. Le 14 juin, son économiste en chef Olivier Blanchard pose le problème noir sur blanc dans ce qui sera le post de blog le plus remarqué de la crise: «Les créanciers européens devraient consentir une augmentation sensible du financement et un allègement suffisant pour préserver la viabilité de la dette» grecque. Le FMI brise un tabou, Athènes n'est plus seule dans ce combat-là.

Le «grand non»

Les négociateurs se crispent. Le gouvernement allemand lâche qu'il mène des consultations sur les conséquences d'un défaut grec. Et l'Euro Working Group, l'enceinte technique qui prépare le travail des ministres des Finances, discute pour la première fois du scénario d'un défaut grec. Tsipras reste stoïque: «Nous attendons patiemment jusqu'à ce que les institutions se rallient au réalisme...»

Puis il repasse à l'attaque. Dans un discours au Parlement grec, il accuse le FMI de «porter une responsabilité criminelle» pour l'état dans lequel est plongée Grèce. Et prévient être «prêt à prendre la responsabilité d'un "grand non"» à un programme qui franchirait ses lignes rouges. À Berlin, Angela Merkel reste laconique: «Quand on veut, on peut» dit-elle, mais le secrétaire général de son parti, Andreas Scheuer, se charge de tirer à vue contre des leaders grecs qui «se comportent comme des clowns assis au fond de la classe».

À une encablure de l'échéance du 30 juin, à la veille d'un défaut de paiement grec, au bord du gouffre, le gouvernement Tsipras et ses créanciers négociaient toujours pied à pied. La négociation, entre les institutions, les ministres des Finances, les groupes de travail techniques et les chefs d'État est entrée depuis une semaine dans une phase permanente. L'heure n'est plus aux menaces de «Plan B» ou aux démonstrations d'amitié pour Vladimir Poutine. Dans les derniers instants de cette négociation éprouvante, la Grèce et ses créanciers continuent de croiser le fer sur les conditions d'un prêt, sur l'honneur d'un peuple, sur l'intégrité d'un continent. Sans savoir s'ils parviendraient à tirer l'Histoire vers le haut.

«Celui qui détruit la confiance mutuelle détruit l'Europe.»

WOLFGANG SCHÄUBLE
MINISTRE ALLEMAND DES FINANCES

«Des arrangements sont possibles, mais ils n'altéreront pas fondamentalement ce qui est en place.»

JEAN-CLAUDE JUNCKER
COMMISSION EUROPÉENNE

«Nous attendrons patiemment jusqu'à ce que les institutions se rallient au réalisme.»

ALEXIS TSIPRAS
PREMIER MINISTRE GREC